

Les transports, garants de la suprématie économique de l'Europe

par Nathalie Griesbeck

En ces temps de crise, l'Europe dispose, ne l'oublions pas, d'atouts majeurs qu'il suffit de prendre en compte pour vaincre un pessimisme latent. L'UE n'est-elle pas la première puissance économique au monde devant les États-Unis ? Une telle position ne s'acquiert pas par hasard et le secteur des transports contribue beaucoup à cette réussite. A lui seul, il assure quelques 5% du PIB et emploie près de 10 millions de salariés. Le secteur représente ainsi 4,5 % de l'emploi total de l'UE. En 2009, les exportations de machines et d'équipements de transport ont rapporté 454,7 milliards d'euros, soit 41,5 % de l'ensemble des exportations de l'UE-27. L'UE a ainsi réalisé ses principaux excédents commerciaux dans le secteur des machines et équipements de transport, et dans celui des services de transport. Pourtant, l'Europe des transports fait face à deux défis majeurs : l'un économique et industriel, l'autre sociétal et environnemental.

Des investissements pour l'avenir

L'Europe connaît depuis 2007 une crise économique et sociale sans précédent due, notamment, à la désindustrialisation galopante de notre continent. En 20 ans, l'Europe, qui pesait 36% de la production mondiale, n'en pèse plus que 24% ! L'industrie des transports n'est pas épargnée par le phénomène. Si Airbus connaît une réussite insolente, l'industrie automobile, elle, ne s'est jamais aussi mal portée. Replacer l'industrie au cœur du modèle

de croissance de l'Europe est donc vital pour l'UE. Ce renouveau passe par le soutien aux secteurs clés déjà existants, mais il doit surtout s'appuyer sur l'émergence de nouvelles technologies, créatrices de produits à forte valeur ajoutée et sobres en ressources énergétiques.

“ Replacer l'industrie au cœur du modèle de croissance de l'Europe est vital pour l'UE ”

Mais, ces innovations ne verront le jour que si l'Europe investit massivement dans la R&D et dans les réseaux d'infrastructures. L'enveloppe nécessaire au développement des grandes infrastructures de transports, de télécommunications et d'énergie est estimée à environ 2 000 milliards d'euros. Or, dans les négociations budgétaires actuelles, les gouvernements agissent en totale contradiction avec ces enjeux, en réduisant drastiquement l'enveloppe financière dédiée aux infrastructures de transport. Les conclusions de la commission « Mobilité 21 » sur les grands projets ferroviaires et routiers en France semblent s'inscrire dans cette tendance et il faut le regretter.

Notre urgence : repenser la mobilité

Au delà de ces considérations économiques, ces nouveaux axes industriels permettraient d'atténuer la crise énergétique et de faire face à l'urgence environnementale. Plus de 90% de l'énergie consommée par les transports provient du pétrole : une ressource limitée et



Nathalie GRIESBECK

particulièrement néfaste à l'environnement. Il convient donc de repenser entièrement notre mobilité pour faire face aux défis futurs. L'Europe est l'un des continents les plus urbanisés au monde avec plus des deux tiers de la population vivant dans des zones urbaines et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Or, la mobilité est encore essentiellement assurée par l'automobile, en dépit de tous les désagréments qu'elle engendre. Il s'agit là, d'ores et déjà, d'une question de santé publique, mais aussi de développement économique. Comment les projets et les échanges seraient-ils favorisés dans des situations de congestion auxquelles nos villes sont de plus en plus confrontées ? Les voitures « propres », sont une piste, mais elles ne répondent pas à cette problématique. Les solutions se trouvent plutôt dans le développement des transports publics peu polluants, mais aussi et surtout, dans l'amélioration de l'interopérabilité entre les services de transport. Ce sont par des politiques publiques innovantes et volontaires favorisant les déplacements multimodaux, avec une stratégie de tarifs abordables, que nous parviendrons à concilier les besoins sociaux et les enjeux environnementaux, tout en assurant notre puissance économique. Tels sont les objectifs à mettre en perspective lors de l'établissement et de la planification des politiques de transport de l'avenir. ●

